

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

S/C/N/15

1er mars 1996

(96-0763)

Conseil du commerce des services

Original: anglais

NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE VII:4 DE L'ACCORD GENERAL SUR LE COMMERCE DES SERVICES

Le gouvernement de Macao a fait parvenir au Secrétariat la notification suivante.

1. Membre(s) adressant la notification:

Gouvernement de Macao

2. Notification au titre de l'(des) article(s):

Article VII de l'AGCS

3. Date d'entrée en vigueur:

1er janvier 1995

4. Organisme responsable de l'application de la mesure:

Cabinet du Secrétaire aux affaires économiques
et financières
Rue de S. Lourenço 28, 3^o
Macao

Téléphone: + (853) 33 69 61

Téléfax: + (853) 34 38 37

5. Description de la mesure:

L'Administration publique de Macao est chargée de contrôler les secteurs d'activité ci-après:

5.1 Santé et affaires sociales

Dans le domaine de la santé et des affaires sociales, seuls les fournisseurs privés de services de santé, y compris les membres des professions libérales, sont tenus d'obtenir une licence.

La loi réglementant l'octroi des licences est le Décret-loi n° 84/90/M du 31 décembre.

Cette loi vise les professions suivantes:

- a) médecin
- b) médecin chinois traditionnel

- c) dentiste
- d) odontologiste
- e) infirmière
- f) thérapeute
- g) masseur
- h) acupuncteur
- i) praticien de la médecine chinoise traditionnelle

Les licences permettant d'exercer l'une de ces professions sont délivrées par le Département de la santé de Macao, qui est l'organisme public chargé d'appliquer les politiques définies par l'Administration de Macao dans le domaine de la santé et de coordonner les activités des fournisseurs publics et privés de services de santé (Décret-loi n° 84/90/M du 31 décembre, article 9, paragraphe 1, et Décret-loi n° 29/92/M du 8 juin).

La capacité professionnelle à exercer une des professions susmentionnées doit être prouvée au moyen de titres de l'enseignement supérieur et/ou de qualifications professionnelles spécifiques.

Des licences sont accordées aux personnes dont les titres ou les qualifications sont officiellement reconnus à Macao ou au Portugal comme attestant valablement de leur capacité professionnelle.

Des licences sont également accordées aux personnes qui ont des titres de l'enseignement supérieur et/ou des qualifications professionnelles obtenus ailleurs qu'à Macao ou au Portugal, lorsque ces titres et qualifications ont été reconnus par Macao comme attestant valablement de leur capacité à exercer la profession en question.

Le cadre général des mesures adoptées pour la reconnaissance des titres et qualifications obtenus ailleurs qu'à Macao ou au Portugal est le suivant:

- a) Aucune des mesures relatives à la délivrance des licences permettant d'exercer les professions en question n'est fondée sur des accords ou des conventions conclus avec d'autres pays ou territoires en ce qui concerne la reconnaissance de la formation, de l'expérience, des licences ou des certificats.
- b) S'agissant des professions pour lesquelles un titre universitaire est jugé nécessaire, médecin par exemple, une licence est délivrée à une personne ayant obtenu son titre ailleurs qu'à Macao ou au Portugal uniquement après que ce titre a été reconnu comme étant du niveau tertiaire. C'est le Bureau de coordination de l'enseignement supérieur (Département du gouvernement) qui est chargé d'accorder cette reconnaissance, sur la base de l'avis d'un comité consultatif composé de représentants des divers départements de l'Administration publique et de personnes dont les compétences dans le domaine de l'enseignement supérieur sont reconnues.
- c) La reconnaissance de la valeur de la formation au métier de praticien de la médecine chinoise traditionnelle est accordée par l'Association des praticiens de la médecine chinoise traditionnelle.
- d) La reconnaissance des autres types de formation professionnelle est accordée par les comités techniques relevant du Département de la santé de Macao, et les formations suivantes sont reconnues:

- i) formation professionnelle reçue dans des établissements dont la compétence pour dispenser cette formation est reconnue par une organisation internationale, l'OMS par exemple;
- ii) formation reçue dans des établissements de la République populaire de Chine dont la compétence pour donner de tels cours est reconnue par les pouvoirs publics compétents;
- iii) formation reçue dans des établissements dont la compétence n'est pas reconnue au titre des points a) et b), lorsque ces établissements délivrent, à en juger par la structure des cours, un diplôme semblable à celui qui est délivré à l'issue d'études identiques à Macao ou au Portugal, et dans la mesure où les parties intéressées passent un examen à cet effet, examen dont elles doivent faire elles-mêmes la demande.

Le système de reconnaissance de la formation exigée pour l'exercice des professions médicales et paramédicales est conforme au statut de territoire chinois sous administration portugaise de Macao, du point de vue de la loi internationale.

5.2 Affaires économiques et financières

Dans le domaine de l'économie et des finances, seuls les comptables et les vérificateurs des comptes doivent obtenir une licence.

C'est le Décret-loi n° 17/78/M qui régit les conditions d'entrée et d'exercice pour les professions susmentionnées, bien qu'un projet de loi visant à remplacer la loi existante soit actuellement à l'examen.

En règle générale, seuls les vérificateurs des comptes et les comptables enregistrés auprès du Département des finances sont autorisés à signer ou à authentifier des documents comptables, à savoir des comptes de résultats.

Seuls des diplômés en comptabilité, finances, économie, gestion ou administration des entreprises ayant obtenu leur diplôme dans des établissements d'enseignement supérieur ou des universités peuvent se faire enregistrer comme vérificateurs des comptes.

L'enregistrement comme vérificateur des comptes ou comptable est subordonné à une décision du Comité pour l'enregistrement des comptables et des vérificateurs des comptes, lequel est habilité à accorder la reconnaissance.

En vertu du Décret-loi n° 17/78/M, le Comité peut prendre des décisions à l'effet d'autoriser l'enregistrement des comptables et des vérificateurs des comptes qui sont membres d'associations professionnelles étrangères.

Dans ce contexte, le Comité a donc, en règle générale, autorisé l'enregistrement de membres des associations professionnelles reconnues par la Société des comptables de Hong Kong.

Pour ce faire, le Comité demande une reconnaissance des titres de l'enseignement supérieur de ces membres sous la forme d'un certificat délivré par l'organisme public compétent qui est chargé d'accorder la reconnaissance.

Conformément au paragraphe 1 de l'article 7 de ce même décret-loi, les personnes enregistrées comme aide-comptables auprès du fisc portugais sont également autorisées à se faire enregistrer comme comptables.

Enfin, il convient de noter qu'aucun accord ou convention dans ce domaine n'a été signé par Macao, même s'il maintient des contacts informels avec la Société des comptables de Hong Kong.

5.3 Professions juridiques

A Macao, les avocats, les "notaires privés" et les avoués sont considérés comme des membres de professions libérales relevant du Département de la justice. Pour exercer ces professions, il faut obtenir une licence et respecter des prescriptions spécifiques.

a) Avocats

L'Association des avocats de Macao régit la délivrance du diplôme d'avocat et l'accès au statut d'avocat stagiaire. L'Association est un organisme public collectif et n'est pas tenue de respecter les lignes directrices élaborées par d'autres organismes publics collectifs.

Les textes législatifs réglementant la profession d'avocat à Macao sont les suivants:

- Statuts de l'Association des avocats de Macao (*Journal officiel* 17/89)
- Décret-loi n° 31/91/M du 6 mai
- Décret-loi n° 26/92/M du 4 mai
- Règlement régissant l'accès à la profession d'avocat (*Journal officiel* 48/92)
- Arrêté n° 121/GM/92 du 31 décembre
- Décret-loi n° 41/94/M du 1er août
- Règlement administratif n° 168/94/M du 1er août
- Décret-loi n° 42/95/M du 21 août
- Arrêté n° 53/GM/95 du 7 septembre.

Seuls les avocats et les avocats stagiaires actuellement enregistrés auprès de l'Association des avocats de Macao sont habilités à pratiquer les activités inhérentes à la profession, c'est-à-dire exercer un mandat judiciaire ou fournir des avis juridiques dans le cadre d'une profession libérale rémunérée, sur le territoire de Macao et dans toute juridiction, tribunal, administration, ou organisme public ou privé.

Les personnes donnant des cours de droit à l'université qui ne font que fournir des avis juridiques écrits ne sont pas considérées comme des gens de loi et ne sont donc pas tenues de se faire enregistrer auprès de l'Association des avocats de Macao.

De même, les diplômés en droit qui fournissent des avis juridiques dans le cadre de leur emploi de fonctionnaire ne sont pas obligés de se faire enregistrer auprès de l'Association.

Pour se faire enregistrer comme avocat, il faut remplir les conditions suivantes:

- Etre titulaire d'un diplôme de droit délivré par l'Université de Macao, ou d'un autre diplôme de droit reconnu sur le territoire.
- Suivre des cours de formation au métier d'avocat.

Conformément aux dispositions du règlement régissant l'accès à la profession d'avocat, les diplômés en droit d'une université autre que celle de Macao doivent suivre un cours d'adaptation sur

le régime juridique de Macao. L'Association des avocats de Macao est chargée de surveiller les stages de formation et le cours d'adaptation préalable.

Le règlement régissant l'accès à la profession d'avocat énumère les conditions à remplir pour être exempté du stage de formation ou du cours d'adaptation préalable.

L'enregistrement en tant qu'avocat stagiaire peut être demandé par des diplômés en droit de l'Université de Macao et des personnes titulaires de diplômes de droit reconnus sur le territoire, après avoir suivi le cours d'adaptation préalable ou en avoir été exemptés conformément aux dispositions du règlement régissant l'accès à la profession d'avocat.

L'Association des avocats de Macao peut réduire la durée du cours d'adaptation préalable pour les diplômés en droit ayant étudié dans des pays dont le système juridique est semblable à celui de Macao.

b) "Notaires privés"

Les "notaires privés" sont des officiers spéciaux fournissant des services de notaire qui sont nommés par arrêté du gouverneur.

Les qualifications requises, l'octroi de licences et l'exercice de la profession de "notaire privé" sont réglementés par les textes suivants:

- Décret-loi n° 80/90/M du 31 décembre
- Décret-loi n° 81/90/M du 31 décembre
- Décret-loi n° 9/91/M du 31 janvier
- Règlement administratif n° 40/91/M du 25 février
- Décret-loi n° 58/92/M du 24 août.

Les anciens notaires, greffiers, magistrats et procureurs qui ont exercé ces activités à Macao et les avocats enregistrés auprès de l'Association des avocats de Macao peuvent être nommés "notaires privés". Les avocats ne peuvent être nommés qu'après avoir suivi un cours de formation en application des dispositions du Décret-loi n° 9/91/M du 31 janvier.

Les "notaires privés" sont habilités à effectuer tous les actes notariés à l'exception des suivants:

- testaments par acte public (testaments enregistrés par un "notaire public");
- homologation des testaments secrets (testaments conservés par le testateur ou un fondé de pouvoir);
- ouverture des testaments secrets;
- qualifications et justifications notariées;
- contrats pré-nuptiaux;
- répudiation d'un héritage concernant des immeubles;
- questions concernant des mineurs et les incapables, même s'ils sont dûment représentés;
- protêts.

Pour entrer en fonction, les "notaires privés" prêtent serment en présence du Directeur du Département de la justice. Ils ont les mêmes obligations que les fonctionnaires, à l'exception des obligations d'obéissance et d'assiduité. Ils doivent respecter les circulaires et les décisions générales du Département de l'enregistrement et des notaires.

c) Avoués

Les qualifications requises et l'octroi des licences pour l'exercice de la profession d'avoué sont réglementés par le Décret-loi n° 35777 du 1er août 1946 (*Journal officiel* n° 51/46). Toutefois, cette loi a été en partie révoquée par la Loi n° 112/91 sur l'organisation judiciaire de Macao, datée du 29 août.

Les examens pour devenir avoué ont lieu au tribunal de première instance en présence d'un jury composé d'un juge, d'un représentant du Bureau du procureur et d'un avocat.

Ils comprennent une épreuve écrite et une épreuve orale qui se composent essentiellement d'exercices pratiques. Les licences qui sont délivrées aux candidats sont accompagnées de la charte des avoués.

Les actes juridiques qu'un avoué est habilité à effectuer sont définis dans plusieurs textes législatifs, à savoir l'article 32 du Code de procédure civile qui l'autorise à saisir le tribunal d'une demande dans la mesure où elle ne soulève aucun problème juridique, ou l'article 34 de cette même loi qui lui accorde un mandat juridique dans les cas qui ne requièrent pas nécessairement les services d'un avocat.

6. Membres spécifiquement affectés, le cas échéant:

Néant.

7. Le texte peut être obtenu auprès:

Du point d'information.